

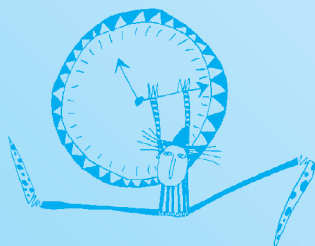
# La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1082 - décembre 2007 SOMMAIRE :



## • ACTUALITÉ :

### page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON décrit les joies de l'entreprise, tant cajolée par le gouvernement.

### page 3 La droite et le chômage

GILBERT RACHMUEHL énumère toutes les mesures qui ont été prises, par ce gouvernement comme par le précédent, pour empêcher la baisse du chômage qui aurait du, naturellement, accompagner le "papy-boom".



## • RÉFLEXION :

### page 4 Ulla 36 15

BERNARD VAUDOUR-FAGUET dénonce la façon dont la grande presse se prostitue au lieu de remplir son rôle d'information et de critique.

### page 6 Primauté au politique ?

PIERRE BELLENGER fait remonter à Jacques Delors la restauration de la féodalité, quand il a voulu retirer au politique tout pouvoir de contrôle sur l'économie.



## • LECTURES :

### page 8 Dette, que de crimes sont commis en ton nom!

Le CADTM poursuit son étude juridique sur l'illégitimité de la dette extérieure des pays du Tiers monde, et propose les mesures nécessaires.

### page 9 Les déchets ménagers

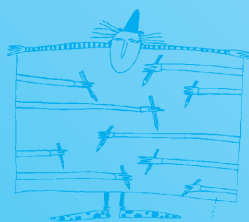
SUZANNE et BERNARD BALLETT ont découvert, grâce au travail de DANY DIETMANN, l'arnaque et les graves dangers que présente l'incinération des ordures ménagères.

### page 13 Pour une véritable démocratie

MARIE-LOUISE DUBOIN se réjouit de voir que les propositions de démocratie évolutive faites par MICHEL LALOUX rejoignent celles des "distributistes".

### page 14-15 Pour qui pousse le blé ?

GAVROCHE et LES AFFICHES - MONITEUR D'ALSACE-LORRAINE découvrent le livre Mais où va l'argent ? de M-L Duboin. Nous renouvelons à nos lecteurs notre invitation à débattre du sujet dans nos colonnes.



UN RAPPORT ACCABLANTE

À la suite des trois suicides survenus entre octobre 2006 et février 2007 au Technocentre de Guyancourt, où sont conçus la plupart des véhicules de Renault, un rapport a été réalisé par le cabinet d'expertise indépendant *Technologia*, à la demande du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'entreprise. Il montre qu'avec un taux de 31,2 % de salariés (cadres et ingénieurs) sous tension<sup>1</sup>, «le niveau de risques psychosociaux est particulièrement élevé», et souligne que ces situations de tension sont «fortement liées au manque de reconnaissance venant notamment d'un déficit de soutien dans les situations difficiles, et de perspectives de promotion limitées». La moitié des salariés estiment aller au travail «avec moins d'enthousiasme qu'avant» et chez les salariés sous tension cette proportion monte à 71% : «ils ont le sentiment d'une perte de sens au travail». Les principales contraintes invoquées par les salariés sont les manques d'informations claires, de temps et d'effectifs. Un chef de projet explique : «Dans la pratique, mes horaires de travail sont 8 heures-20 heures au bureau, travail à la maison de 22 heures à minuit, voire une heure du matin. Ce n'est évidemment pas par plaisir que je fais cela mais parce que c'est la seule façon d'assurer ma fonction». Plus des deux tiers de salariés estiment travailler plus de 9 heures par jour; et pour 87,5 % des cadres dirigeants, c'est plus de dix heures par jour. Une directrice de recherche à l'Inserm, spécialiste des questions de santé au travail, précise : «Ce qui est imposé est infaisable dans les délais impartis. Bien qu'ils soient attachés à leur travail, les salariés n'osent pas dire qu'ils n'y arrivent pas, car ils auraient alors le sentiment d'être des incapables, alors ils rattrapent le travail chez eux». Un responsable d'unité de conception avoue : «Je supporte très bien de travailler 12 heures lorsqu'il s'agit d'une surcharge passagère. Ce temps étant devenu quotidien depuis longtemps, je n'ai plus la capacité d'absorber des surcharges qui nécessiteraient de passer à 14 ou 16 heures».

La direction de Renault, tout en insistant sur le fait que 74% des personnels<sup>2</sup> estiment que leurs conditions de travail sont plutôt bonnes, a pris quelques mesures pour répondre aux difficultés de ses salariés : elle va embaucher 350 CDI et 200 intérimaires et lancer un plan de «maîtrise du temps de travail». «Les mesures prises apparaissent significatives et bien orientées en ce sens qu'elles attaquent de front les problèmes révélés par le diagnostic de la situation avec des mesures fortes» se réjouit le cabinet *Technologia*. À suivre...

CTSC

En juillet dernier, l'hebdomadaire *Le Pèlerin* publiait le résultat d'un questionnaire qu'il avait commandé à l'institut TNS-Sofres pour connaître «les mots qui décrivent le mieux la façon dont la plupart des gens vivent leur travail aujourd'hui». 78 % des actifs ont placé en tête «le stress». Qui plus est,

92% des sondés estimaient que ce «fléau touche aujourd'hui beaucoup plus ou un peu plus leur entourage au travail qu'il y a quelques années». Rien d'étonnant, d'après les sociologues des organisations et les psychanalystes, car les changements dans l'organisation du travail, l'évaluation individualisée des performances et la concurrence ont profondément modifié les relations au sein des entreprises. Pour Christophe Dejours, psychiatre et psychanalyste, «les relations de confiance ont déserté l'univers du travail. La convivialité, le vivre-ensemble ont disparu. Avec les "contrats d'objectifs", ce qui compte, c'est le résultat ; le chemin par lequel on y parvient n'intéresse pas»<sup>3</sup>. La croissance à tout prix, le culte de l'urgence et du court terme concentrent les efforts sur les moyens au détriment de la fin. La confiance mutuelle n'existe plus, l'action de chacun est fragmentée dans le temps, il faut s'adapter. D'où «une solitude psychique et sociale», de sorte que «les pathologies qui surgissent depuis quinze ans sont des pathologies de la solitude»<sup>3</sup>.

Cette évolution de l'ambiance au sein des entreprises a conduit Robert Sutton, Professeur de management à la Stanford Engineering School d'établir sa théorie du «coût total des sales cons» (CTSC) qu'il a développée dans un «petit guide de survie<sup>4</sup> face aux connards, despotes, enflures, harceleurs, trous du cul et autres personnes nuisibles qui sévissent au travail».

En bref, le CTSC, qui peut s'avérer très élevé, serait corrélé à l'absentéisme, aux démissions ou dépressions engendrées au contact direct du «sale con». Mais «si la chasse aux mauvais managers, à coups de formation au développement personnel et à la gestion des émotions, est de plus en plus courante en entreprise, celle-ci seule, cependant ne saurait arriver à bout du monde de brutes que semble décrire la sociologie des organisations<sup>5</sup>».

LA MACHINE À LICENCIER

L'automatisation étend partout son règne. Les techniques d'embauche sont depuis longtemps largement automatisées. C'est désormais aussi le cas des procédures de licenciement. Accélérer le processus de réduction d'emplois présente, aux yeux de certains, de nombreux avantages : cela améliore la rentabilité de l'opération en payant moins longtemps le futur licencié.

Des logiciels de réduction des effectifs sont déjà commercialisés aux États-Unis et le seront en France en 2008. Un des principaux éditeurs français de programmes de gestion des «ressources humaines», Vury, est en train d'adapter son logiciel *Optimize* au droit français. Son directeur ne doute pas que les entreprises françaises seront très intéressées.

«Pour ajouter ces logiciels spécialisés à son portefeuille, Vury a acquis, début 2007, la société qui les avait développés. Ce qui l'a amené à licencier... avec célérité !»<sup>6</sup>.

Jean-Pierre Mon.

1. Selon l'Inserm, 10,30 % de cette catégorie de personnel sont touchés dans l'ensemble de la population française.

2. Ce pourcentage tombe à 49,3% pour les salariés "sous pression".

3. *Enjeux*, octobre 2007.

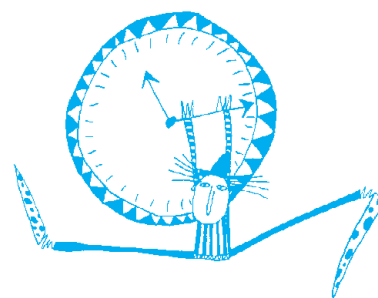
4. Paru en France aux éditions Vuibert sous le titre : "Objectif zéro sale-con".

5. *Le Monde*, 21-22/10/2007.

6. *Le Monde*, 10/11/2007.

# La droite et le chômage

par Gilbert Rachmuhl.



Industriels très impliqués dans le monde du travail, Pierre Bouvier et Pierre Chavance proposaient dans leur livre «Trois chemins pour l'emploi», publié en 1996, trois mesures pour réduire ou même supprimer le chômage : réduire la durée du travail, réduire les heures supplémentaires, permettre de véritables "temps partiels", c'est-à-dire du travail à temps partiel avec *garantie* du retour au temps plein à la demande du salarié.

Or que DIT le gouvernement depuis 2005 ?

— que la priorité des priorités, c'est la baisse du chômage.

Mais que FAIT le gouvernement depuis 2005 ?

— il prend, dans le domaine du travail, des mesures qui vont à l'encontre de cet objectif. Et non pas par erreur, mais par volonté délibérée d'éviter une baisse trop rapide du chômage.

Les effets de ce qu'on appelle le papy-boom se font sentir depuis 2005, et devraient durer jusque vers 2012-2015. Pendant ces années, on verra jusqu'à 800.000 départs à la retraite par an, tandis qu'il n'y aura que 500.000 nouveaux actifs à se présenter sur le marché du travail. De tels écarts conduisent *naturellement* à une forte baisse du chômage, sans qu'il soit besoin de prendre aucune mesure particulière.

Mais cela ne convient ni au gouvernement ni au patronat, pour qui une telle baisse rendrait les salariés plus revendicatifs pour obtenir de meilleurs salaires.

C'est Villepin qui a commencé à prendre des mesures destinées à freiner cette baisse du chômage : allongement de la durée du travail sur la journée (forfaits jour pour tous), sur la semaine et sur l'année ; déblocage des heures supplémentaires, avec comme conséquence l'augmentation de la durée du travail ; recul de l'âge de départ en retraite, allongeant ainsi la durée du travail pendant la vie ; loi Fillon des quarante annuités pour les fonctionnaires en attendant les 41, puis les 42 ; décotes imposées aux fonctionnaires qui n'auraient pas leurs annuités ; limite d'âge des fonctionnaires portée de 65 à 67 ans ; mesures prises pour maintenir les plus anciens au travail ; mises en place de CDD-vieux, de cumuls emploi-retraite ; bonifications de retraite pour retraite prise plus tardivement ; pénalités pour les fonctionnaires liquidant leur retraite avant l'âge légal ; réduction très importante des postes dans la fonction publique, autant de postes qui ne seront pas offerts aux jeunes recherchant un emploi ; et "assouplissement" des 35 heures, pour ne pas dire allongement de la durée légale du travail, ...

Sarkozy poursuit<sup>1</sup>, dans le même sens : augmentation supplémentaire de la limite légale des heures supplémentaires ; défiscalisation et suppression des cotisations sociales des employeurs sur ces heures, en remplacement d'augmentations salariales ; volonté de dégrader les régimes spéciaux de retraite au niveau de ceux de la fonction publique ; affaiblissement de ce qui restait de la loi sur les 35 heures ; extension du "compte-épargne-temps", ce qui signifie "le droit" de ne pas prendre ses congés payés, ni ses jours de RTT. Il est désormais possible de "racheter" des "comptes-épargne-temps" à taux zéro, ce qui revient à faire des heures supplémentaires mais, celles là, non majorées.

1. NDLR : élu sur un programme dit "de rupture"...

Le résultat est que le chômage baisse si lentement sur le long terme, qu'il lui arrive d'augmenter comme au mois d'août dernier... ce qui explique les dernières mesures prises pour ne plus publier les chiffres mensuels du chômage...

... et montre à quel point il faut se méfier de ce qu'on raconte : le mensonge est devenu une méthode de gouvernement !

# Ulla 36 15

par Bernard Vaudour-Faguet

## LA COMMUNICATION SOUPÇONNÉE

Un magazine qui se respecte commence, en première page, par une pub sur la voiture et se termine, en dernière page, par une pub sur le racolage. Le racolage en question ayant d'ailleurs une forte parenté génétique avec la prostitution (cf les services téléphoniques proposés par ce type d'annonce). Les plus honorables parutions, les titres les plus "idéologiques", les plus inspirés par "l'éthique", n'ont aucune crainte de diffuser pareil message ! Passons...

Entre ces diverses sollicitations s'accumulent, pêle-mêle, d'autres publicités sur les parfums, sur les dentifrices, sur les vêtements ou les porte-jarretelles... Parmi ce fatras d'insignifiances notoires on peut croiser, avec de la chance, des brèves (qui ne dépassent guère 3, 4 lignes), des flashes d'infos (qui ne sont guère plus étoffés), des croupions de textes sans signature qui racontent les potins de la Cité. C'est un grand vide sidéral bien organisé.

Tout de même, en cherchant finement, en tournant bon nombre de feuillets, on arrive à déchiffrer un article digne de ce nom qui tente, en trois paragraphes fortement concentrés, de commenter le sort du monde, l'air du temps, le tragique des sociétés.

Dès lors, comment s'étonner que le lecteur, découragé, jette l'éponge ? La presse contemporaine a basculé, en bloc, dans l'irresponsabilité, dans la déchéance culturelle capitale. La dégringolade des idées atteint le plancher. Le lecteur "boude" les journaux et quelque part, il faut lui donner raison. Où sont les opinions trempées au vitriol ? Où sont les arguments taillés à la hache ? Où sont les morceaux de bravoure de l'impertinence à 360° ? Où sont les coups de menton et les coups de poignet ? Indigence et pauvreté de la

chose écrite se conjuguent ; désormais les phrases sont squelettiques, refoulées dans le microscopique, réduites à de la bouillie pour minets. Les phrases embarrassent les journaux.

C'est la "marchandise" qui prend le relais. Ce sont les objets qui commandent. Le texte est devenu un faiseur de problèmes. La presse actuelle fait seulement la promotion de la camelote à bas prix, des produits de luxe, des produits pour madame, des produits pour monsieur, des produits de rien du tout... Fringues, colifichets, bijoux, cuirs, bagatelles ! Les publications ont pour but avoué de servir la vente et se gardent bien de servir l'intelligence, la raison, l'indignation, la volonté de voir clair en dénonçant les mensonges et les hypocrisies de l'instant qui passe. Voilà pourquoi on assiste à la douloureuse agonie de cette activité.

## LA CRITIQUE VIGOUREUSE DE L'UNIVERS

Revenons un peu en arrière pour saisir les ressorts du mécanisme. Depuis une dizaine d'années, beaucoup de gens en place ont cru bon de proposer un modèle journalistique "propre" c'est-à-dire un modèle débarrassé des piquants de la colère, des scories de l'investigation. Les managers, les propriétaires, calculaient seulement leurs profits, les publicistes calculaient leur expansion, les journalistes (censés s'exprimer en propos singuliers) n'exprimaient plus grand-chose afin de ne pas "ennuyer" des psychismes stressés ou pressés. En revanche, pour compenser ce déficit d'envergure, on a collé des photos sous tous les angles, des dépliants glacés, des placards pour l'immobilier, des placards pour aller se bronzer sous les Caraïbes. Disons-le tout net : la pagination, depuis des années est "ouverte" à tous les commerces, à la foire de quatre sous, au

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

## POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

G. Houdart 17 - E. Hubert 27 - G. Maurice 7 - A. Met 12 - C. Notot 17 - L. Poyet 2 - G. Chauvaux 7 - M. Doubre 7 - R. Guerin 17 - E. Barreau 13 - P. Beau 7 - P. Laville 14 - A. Hane 7 - Mme J. Barbier 52 - L. Le Breton 50 - J. Le Cor 27 - G. Leroy 7 - B. Ballet 7 - J. Legros 22 - B. Fort 2 - Mme S. Barbier 27 - M. Allemand 24 - Mme Capeyron 15. Total 387 euros. (Liste arrêtée le 18/11/2007).

### *Merci à tous!*

*Cette souscription nous permet de modérer le prix d'abonnement au journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens de le payer. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).*

Merci aux abonnés vigilants qui nous évitent des frais de relance en faisant attention à la date d'échéance de leur abonnement qui est rappelée chaque mois au bas de la bande d'envoi.



supermarché, à toutes les convoitises du consumérisme... sauf à l'essentiel à savoir la critique vigoureuse de l'univers. Au cours de ce révisionnisme médiatico-économique les responsables de la presse poussaient les structures vers le gain et les bénéfices tandis que le personnage central - le citoyen acheteur du journal - restait largement sur une faim de loup. On venait d'oublier une règle basique : le journal est destiné à décoder le tumulte des passions et des intérêts. Le journal rationalise le brouhaha qui monte de la rue ; ce n'est pas une vulgaire boutique de casseroles en aluminium. En inversant ces pôles on a détraqué la machine à comprendre, la machine à donner du sens.

Banquiers, hommes d'affaires, experts en marketing, ont imaginé, un peu vite, que ce "système", réduit de moitié, allait durer en fournissant capitaux et profits. Hélas ! L'imposture était à la hauteur de l'enjeu. Le lecteur fut patient à l'extrême : il achetait des kilos de brosses à dents à la place d'une vision percutante de l'événementiel ! La prise de conscience s'est opérée : le trop d'artifices, de paillettes, de tape-à-l'œil a provoqué la nausée des plus fidèles abonnés.

Quand le courage de parler se fait chimère, quand la seule motivation journalistique passe par le négoce, on saisit soudain la cause de la débâcle ! Elle est inévitable. Le citoyen n'a plus le déclic mental, moral, intellectuel, pour aller vers la lecture ; défilent devant lui des mon-

tagnes d'insipidités et il cherche alors sa pitance ailleurs. Le journal conçu comme un lave-vaisselle avec du design, du clinquant, de l'informatique colorée, procure l'illusion de briller de mille feux. Les yeux s'amuse de cette distraction superficielle ; l'esprit se lasse de cette régression.

#### UN NUAGE D'OBSCURANTISME

La presse (de la Révolution Française à la révolution industrielle, de la Renaissance à la modernité, de l'Affaire Dreyfus aux années 30), a toujours accompagné la connaissance et la liberté de penser. Elle a servi de matrice directionnelle aux institutions républicaines, parlementaires, au pluralisme des partis. Elle a donné de la consistance, du caractère aux rouages fondamentaux de notre civilisation. Cet itinéraire interrogatif, réflexif, jalonné de combats difficiles, rugueux, de censures et d'apprentissages juridiques stimulants, s'est effectué avec des mots,

des démonstrations articulées, des révoltes audacieuses portées au rouge. Si les journaux, au cours de cette longue période, ont grimpé dans l'échelle du prestige, de l'indépendance, de l'intégrité, c'est parce qu'ils osaient « gueuler la vérité » (C. Péguy).

L'ultime virage se dessine aujourd'hui. Le texte est assimilé à une denrée encombrante qui coûte cher et qui ne gratifie guère les dirigeants des publications. Sur l'agora de la communication règnent seulement des oripeaux de pacotille. La presse n'a pas échappé aux cyclones dévastateurs de son temps. Comment songer à une autre hypothèse ? L'air est saturé de CO<sub>2</sub> ; l'eau est contaminée par les pesticides ; la terre est intoxiquée par les métaux lourds ; la société est gangrenée par le terrorisme. La presse, quant à elle, se montre sensible aux pollutions de l'inculture et de l'argent. C'est la logique du siècle. Une belle aventure qui s'amorce et qui promet de changer, de fond en comble, la nature de notre condition !

Ulla et ses cousines, et ses clients, et ses maîtres, font le tirage des magazines : on peut affirmer, sans risque de sombrer dans le ridicule, qu'un nuage d'obscurantisme envahit le ciel de notre royaume démocratique.

Une presse au-dessous de la ceinture c'est de la gaudriole pour quelques jours, de l'indécence pour demain, une décadence assurée pour après-demain !

# Primauté du politique ?

par Pierre Bellenger

**Qui** a le pouvoir, aujourd'hui ? Le politique, l'économie ou la finance ?

Tous les hommes ou femmes politiques parlent et font des programmes comme si ils ou elles avaient le pouvoir ! Mais l'ont-ils vraiment ? Ou bien l'affirment-ils, pour éviter de reconnaître qu'ils ne l'ont plus ? Il est vrai que le reconnaître, c'est perdre toute audience auprès des électeurs. Alors, mieux vaut faire semblant de l'avoir. Ce que nous constatons, c'est que l'économie de marché impose sa loi brutale, et les hommes politiques n'ont aucune prise sur elle, soit pour en tempérer les excès, soit pour proposer d'autres pistes. Par ailleurs, de plus en plus de voix s'élèvent pour nous prévenir que notre monde va vers une destruction de l'environnement qui entraînera la disparition de l'humanité.

Pourtant, cette primauté du politique, c'est la valeur première de l'UDF et du PS. Une lettre de Bayrou me l'assure, et Jospin nous l'écrit dans son livre de 2005, "Le monde comme je le vois".

Effectivement, nous l'avons conquise, cette primauté. En 1789, dans la nuit du 4 Août, lorsque le Roi a abdicqué son pouvoir politique. Nos pères avaient réussi à dissocier le pouvoir politique du pouvoir économique que représentait

la possession de la terre à cette époque. La bourgeoisie et le peuple s'étaient associés pour y parvenir. Puis la bourgeoisie est devenue la puissance économique, et à son tour, elle a toujours essayé de dominer le pouvoir politique, de s'approprier la primauté acquise de haute lutte, au besoin, en achetant les hommes politiques. Tant bien que mal, la primauté du politique s'était maintenue juridiquement, et c'est ce qui a permis, lors du krach financier de 1929, d'amender le système économique vers plus d'humanité ; bref, de commencer à le civiliser. Ce qui nous a valu le mode de vie occidental, ces fameux acquis sociaux que nous voyons disparaître aujourd'hui.

Nous avons eu la malchance qu'en 1929, l'un des nôtres, l'Allemagne, ait été entraîné par un mégalo nommé Hitler. «Moi, je vais vous sortir de ce krach ; vous êtes la race la plus pure, vous devez dominer le monde». Ainsi dopé, et avec l'aide du financier Krupp, Hitler a entraîné le monde dans une folie meurtrière, faisant des émules en Italie et au Japon. Cette folie a fait 50 millions de morts, et s'est terminée grâce à l'intervention d'une autre nation, dopée par une autre doctrine : «Nous avons le système économique le plus performant du monde, nous devons l'imposer au monde». Commencée en 1942, cette seconde folie doctrinaire partait à la conquête du monde, tout en le libérant. L'étude de l'après-guerre fait apparaître la marche inexorable de cette nouvelle idéologie, particulièrement, au travers de la construction européenne. Puis, cette soif de conquête s'est dopée en 1956 d'une doctrine économique foudroyante, le monétarisme, labellisée sous le nom de "pensée unique". Une puissante orchestration de cette conquête, nous dirions, en termes modernes, un parfait management, fait que l'Europe a été entraînée totalement dans cette aventure, puis le reste du monde. Nous avons perdu notre culture de la primauté du politique. Avec Jacques Delors, en 1993, nous avons voté la restauration de la féodalité en retirant au politique tout pouvoir de contrôle sur l'économie et la finance...

La communication tous azimuts, engendrée par les progrès technologiques de la guerre, conduisit naturellement à la mondialisation ; il n'était nullement obligatoire de détruire cette avancée humaine (la civilisation du système économique) pour entrer dans la mondialisation. La récession vers un système économique plus sau-



vage n'était nullement impérative. Elle est l'expression d'une nouvelle dictature doctrinale, dont nous ne nous sommes pas méfiés. Nous avons pourtant inventé la Déclaration des Droits de l'Homme en 1789, et elle est toujours la référence. Hélas, cette Déclaration ne concernait que l'individu. L'Homme-vivant-en-société a été oublié. Aujourd'hui la vie en société est tellement complexe que nous devons d'urgence inventer, dans le même esprit que la Déclaration, une Charte de la vie sociétale, qui définirait l'éthique pour la hiérarchie entre les trois piliers de cette vie sociétale, le politique, l'économie et la finance :

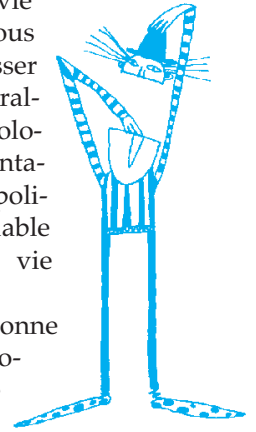
- le politique doit retrouver sa primauté et garder sous sa gouverne les services publics de base ;
- l'économie, qui régit le reste de la production des biens et des services dont nous avons besoin quotidiennement pour vivre, doit conserver une part de liberté pour être dynamique, sans pour autant échapper à un contrôle du politique, soit pour en limiter les excès, soit pour susciter de nouvelles pistes ;
- la finance ne doit être qu'un outil de fonctionnement du politique et de l'économie, mais jamais une valeur en soi, et encore moins, avoir la primauté du pouvoir.

Le fait d'avoir pu amender le système économique en 1929 nous confirme dans la possibilité humaine de

reprendre ce même chemin : civiliser la vie sociétale. La descente aux enfers que nous vivons depuis Maastricht ne peut cesser qu'à cette condition. Voilà pourquoi, parallèlement à tous les combats partiels (écologie, tribunaux internationaux), il faut entamer cette reconquête de la primauté du politique. De plus, ce serait un outil formidable d'éducation populaire en matière de vie sociétale.

Actuellement, tout est fait pour que personne ne sache qu'il existe un système économique qui a les pleins pouvoirs, de sorte qu'il ne viendra à l'idée de personne de l'amender, puisqu'il n'existe pas dans leur tête. Ainsi donc, on nous fait croire que c'est un état de fait intangible, que les hommes n'y peuvent rien ! C'est parce que nous l'avions commencé après le krach de 1929 que l'on peut s'autoriser à y croire.

Nous avons deux combats à livrer en même temps : le court terme, qui concerne la prise de conscience de toutes sortes d'améliorations à obtenir, et le long terme, la reconquête de la primauté du politique, qui donnera une organisation de vie en société plus civilisée, c'est à dire plus humaine.



## La lutte contre la pauvreté

Le 17 octobre dernier était la vingtième journée mondiale du refus de la misère. Que d'associations ont manifesté, en particulier au Trocadéro à Paris, leur souci de mettre fin à la pauvreté, qui ne régresse absolument nulle part dans le monde ! Mais la presse en a très peu parlé, et ceux qui nous gouvernent n'ont rien modifié à leur politique.

Parmi les associations qui manifestaient, citons celles qui se réunissent dans le collectif "Richesses". Elles dénoncent, en particulier, l'aberration qui consiste à mesurer la prospérité d'un pays par son Produit Intérieur Brut (son PIB), c'est-à-dire par un indicateur qui ne reflète que ses activités marchandes. Comme le montre si bien Patrick Viveret, il est urgent de "*Reconsidérer la richesse*"\* afin de tenir compte de l'impact des activités humaines, tant sur les conditions sociales que sur l'environnement. Reprenant cette idée qu'il est urgent de cesser de n'avoir pour seul indicateur que ce PIB qui "*valide l'ordre économique et social existant*", le Comité Pauvreté et Politique écrit qu'il est urgent que soit prise l'habitude, à tous les niveaux, de mesurer non seulement les résultats économiques et financiers représentés par le CAC 40, mais aussi la santé sociale et environnementale à l'aide d'un nouvel indicateur, un BIP 40, plus synthétique, comme le propose Jean Gadrey.

On ne peut qu'être d'accord : mesurer un tel indice, c'est comme prendre la température d'un malade. Mais le but est que le médecin utilise cette donnée pour poser un diagnostic et prescrire un traitement. Sur quel diagnostic et quelles prescriptions compte le Comité Pauvreté et Politique pour soigner notre malade, en l'occurrence la société et son environnement ? Déclarant que le problème dépasse "notre" clivage droite-gauche, il s'appuie, en fait de diagnostic, sur les très belles déclarations de Sarkozy l'Américain à l'ONU le 25 septembre, et, en fait de prescription, sur un rapport de la Banque Mondiale qui proposait, et c'était en janvier 2006, de... changer de thermomètre. Peut-on raisonnablement espérer qu'il s'agit bien là du traitement d'urgence dont la nécessité est si bien décrite ?

M-L D.

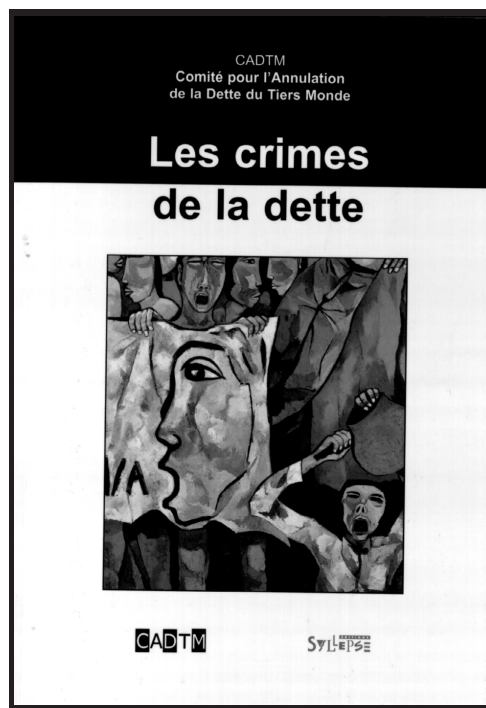
\* Nous avons déjà signalé son rapport au Secrétariat d'État à l'Economie Solidaire, publié en 2001 sous ce titre.

# Dette, que de crimes sont commis en ton nom !

Quel formidable travail accompli par le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde ! Et quelle source d'informations constituent ses publications ! Travail et informations dont les médias se gardent bien de parler... alors que tout le monde conscient devrait pouvoir les connaître et les suivre !

Le dernier ouvrage<sup>1</sup> du CADTM, sorti en septembre et intitulé «*Les crimes de la Dette*», témoigne de l'approfondissement et de l'élargissement de ses précédentes analyses. Il débute par une définition/précision : la dette extérieure des pays du Sud est d'abord une tromperie. La dépendance de ces pays envers leurs créanciers a été établie sur l'affirmation qu'ils ne pouvaient pas se passer de ces crédits, les investissements des pays du Nord chez eux leur étant absolument nécessaires pour qu'ils puissent assurer leur croissance et leur développement. Ce qui était, en fait, le prétexte pour prétendre justifier l'exploitation et le pillage de leurs ressources par les entreprises des pays industrialisés.

Ceux qui ont le courage de s'opposer à ce néocolonialisme montrent que le mécanisme utilisé pour asseoir la domination du Nord sur le Sud repose sur des accords financiers dont la forme, les circonstances de leurs négociations, et leurs conséquences, ne respectent pas les droits humains les plus élémentaires,



violent la souveraineté des peuples et compromettent leur développement. Tout en générant de graves menaces pour la paix mondiale, ce mécanisme de dette est illégitime.

Tout citoyen de ce monde, ayant un minimum de conscience, devrait donc soutenir les mouvements qui réclament d'abord la suspension de ces paiements, puis que soit menée une enquête, au moyen d'un audit public sur ce qui a été

réalisé, sur les délits et les irrégularités, et sur les responsabilités. Ceci afin que soient établies les sanctions et les réparations qui sont dues. Puis qu'une régulation claire et générale des opérations financières internationales soit enfin étudiée, appliquée et contrôlée.

La première partie de ce livre décrit ce qui caractérise une dette dite "odieuse" et donne vingt raisons de refuser une annulation sans justice ou bien une "conversion" de la Dette extérieure du Tiers Monde.

La deuxième partie explique en quoi consiste l'audit proposé.

La troisième expose le cas particulier, pris comme exemple, de l'Équateur, les questions juridiques et institutionnelles relatives à sa Dette, précise les chiffres, les dates, les organismes concernés et les conséquences économiques et sociales.

M-L D.

1. éditions  
CADTM,  
345 av de l'Observatoire  
4000 Liège  
Belgique  
et  
Syllepse  
69 rue des Rigoles  
75020 Paris  
France





# Les déchets ménagers

par Suzanne et Bernard Ballet

**E**n présence d'une pêche savoureuse, l'homme et l'écureuil ont des comportements particulièrement intéressants : le premier mange la pulpe et jette le noyau, alors que le second mange le contenu du noyau et jette la pulpe. C'est par cette anecdote que débute le livre de Dany Dietmann *Déchets ménagers – le jardin des impostures*, publié en 2005 chez l'Harmattan, où il relativise la notion de déchet.

Avant de qualifier un produit de "déchet", il faut être certain qu'il ne peut pas être recyclé. Au milieu du siècle dernier, la notion de déchet n'existait pas dans les fermes : les eaux grasses étaient destinées aux cochons, les rejets organiques étaient utilisés comme engrais et les fumées de cuisine servaient à boucaner les viandes salées. Tout allait dans le sens de l'utile et de l'économie. À l'heure actuelle, il n'y a guère que les produits résiduels de la fission nucléaire qui puissent mériter le qualificatif de déchet puisque leur radioactivité empêche le développement normal des cellules vivantes. Nous rejetons, après avoir satisfait nos besoins vitaux, ce que l'auteur appelle les produits résiduels ménagers et la question qu'il pose est la suivante : que faire de ces produits ?

D. Dietmann, naturaliste, maire d'une commune d'Alsace, est un homme de terrain, très impliqué dans divers projets destinés à nous conserver une planète "durable". Son réquisitoire contre l'incinération des déchets est sans appel.

Il démontre, en effet, que lorsqu'une tonne de déchets ménagers est brûlée, il en ressort, compte tenu de tout ce qu'il faut ajouter pour sa combustion, une masse très toxique de 7.545 kg, comprenant des dioxines, des métaux lourds, des mâchefers, des fumées, et autres déchets humides. Or, constate-t-il, « *L'énormité de la masse de déchets produits par nos sociétés de consommation*

*devient un gigantesque pactole... L'incinération devient alors une championne de l'extorsion, en terme de profits, et de pollution, en terme d'environnement* ». De sorte que « *l'absence d'incinérateur est une chance inouïe d'économie et de progrès dans le domaine des déchets, car elle oblige à s'orienter vers la réduction à la source, le compostage, le recyclage, la méthanisation et, surtout, vers le changement de nos habitudes consuméristes* ».

Il soulève aussi l'autre problème de l'incinération, celui de son coût : pour un projet d'incinérateur de 100.000 tonnes/an, l'investissement de départ est évalué à 70 millions d'euros, dont 31,5 pour le module de traitement des fumées. N'est-il pas stupide de dépenser autant d'argent pour tenter de piéger des substances toxiques qui n'existeraient pas si les produits résiduels ménagers n'étaient pas incinérés ? Il donne l'exemple d'un incinérateur ultra moderne fonctionnant depuis 6 ans à Mulhouse-Sausheim, qui n'a toujours pas été réceptionné, il en est à son troisième turbo-alternateur, il a vu l'une de ses lignes rejeter un effluent gazeux dépassant 6 fois les normes de dioxines et il accumule les pannes !

Comment en est-on arrivé là ? En première analyse, face à l'augmentation des déchets et pour échapper aux nuisances des décharges en extension, il a pu sembler séduisant d'utiliser « *le feu purificateur* ». La remise en cause de l'incinération a eu essentiellement pour origine la découverte en 1991 de l'extrême toxicité des dioxines produites par les incinérateurs, suivie des drames de Seveso, de Gilly sur Isère, d'Andorre la Vieille et de bien d'autres lieux, où ont été contaminées de grandes zones agricoles (et pour de nombreuses années), du bétail (abattu en masse) et, surtout, une population importante.

Les réactions ont été rapides : Traité de Kyoto, Convention de Stock-

holm (2004), Charte de l'environnement, Appel de Paris... La Convention de Stockholm traitait des dangers sanitaires et environnementaux des Produits organiques persistants (les POP), aux premiers rangs desquels se trouvent les dioxines, furanes et autres HAP produites par les incinérateurs. Il y était demandé que l'on mette fin dans les plus brefs délais à leur production, à leur utilisation et à leur dispersion...

Et nos déchets pourraient, en effet, être réduits dans des proportions de plus en plus importantes. Dans sa commune D. Dietmann a pu faire réduire la quantité de déchets ménagers résiduels de 400 kg par habitant et par an à 130. Et nos voisins européens s'investissent dans la politique du "zéro déchet" en commençant à la source : emballages inutiles et emballages non recyclables.

## COMMENT FONCTIONNE UN INCINÉRATEUR ET QUELS INCONVÉNIENTS MAJEURS PRÉSENTE-T-IL ?

En gros, on peut dire qu'un incinérateur transforme des déchets peu polluants en des substances toxiques (comme la dioxine) et disperse dans l'environnement toutes leurs nuisances.

L'incinération synthétise des produits organiques persistants, qui sont extrêmement toxiques, même à des doses infinitésimales. Ils produisent des contaminations sournoises et irréversibles, qui s'accumulent, à moyen et à long terme. Pour que se produise la synthèse de ces produits, il suffit en effet que se trouvent dans une enceinte, des atomes de carbone, de dioxygène, d'hydrogène et de chlore, confinés à des températures allant de 220° à 750°C. Or, dans tout incinérateur, même de nouvelle génération, et pour des raisons diverses, ces conditions idéales de synthèse sont

parfaitement réalisées. D'où l'extrême dangerosité de ces installations. « Les seuls incinérateurs qui ne rejettent pas de dioxines sont ceux qui n'existent pas », constate D. Dietmann.

Qui plus est, ces produits hautement toxiques se retrouvent non seulement dans les fumées, mais aussi dans les mâchefers (résidus solides de l'incinération) qui constituent 30 % de la masse des déchets brûlés dans un incinérateur – où ils ne sont même pas recherchés ! Ces mâchefers, en fin d'incinération, se retrouvent dans des décharges, dans des sous-couches routières, dans des remblaiements de zones inondables, ... donc, en grande quantité, dans notre sol. Les problèmes qui risquent d'en découler restent à venir...

Autre inconvénient majeur des incinérateurs : ils nécessitent, pour bien

fonctionner, de grandes quantités de matières à brûler. Donc leur rentabilité est incompatible avec une politique de réduction des déchets (tri, recyclage, compostage...) ! Ce qui aboutit à l'absurdité suivante : on réinjecte dans les incinérateurs des quantités importantes de déchets déjà triés pour le recyclage et ceci avec la bénédiction et l'aide d'organismes tels que "éco emballage" !!

Pour le financement de leur installation, les fabricants d'incinérateurs bénéficient, en France (et seulement en France), d'aides substantielles de l'Etat.

Quant à leur fonctionnement, il est ensuite grassement payé par les utilisateurs (à savoir par nous tous) par le biais des taxes locales.

Tout ceci constitue donc un juteux commerce, qui coûte cher à la fois l'État et aux contribuables. Car le lobby de l'incinération est très efficace auprès des élus. On en arrive donc, et malgré toute l'argumentation précédente, à des constats affligeants. Dietmann cite, pour l'exemple, trois régions où l'implantation de nouveaux incinérateurs vient d'être votée,

alors que toutes les conditions étaient réunies pour qu'elles y soient refusées. La Savoie, où le drame de Gilly sur Isère et ses importantes contaminations avaient fortement sensibilisé les populations. La Vendée, zone reconnue comme protégée et attractive pour son environnement « vert », qui va ainsi et malgré les efforts de nombreux élus, perdre cette spécificité. Et enfin, le Haut-Rhin, région de D. Dietmann, voisine de Fribourg en Allemagne qui est la ville championne pour sa « gestion verte » et une référence en la matière.

Le lobby de l'incinération a donc gagné, là encore, malgré le très grand engagement de la population dans la réduction des déchets et leur tri perfectionné..., et malgré le combat de ses élus.

À quand la "Rupture" avec toutes ces pratiques ? Nous, Français, il serait temps que nous nous mobilisions, car nous sommes parmi les plus mauvais élèves de "l'Europe Durable" ... alors que c'est chez nous qu'a été organisé "le Grenelle de l'Environnement" !

Cherchez l'erreur de casting !

*Quand le dernier arbre sera abattu,  
La dernière rivière asséchée,  
Le dernier poisson pêché,  
Les hommes vont s'apercevoir  
Que l'argent n'est pas comestible.*

(paroles amérindiennes)

**Comment faire comprendre à tous ceux qui veulent un monde plus humain et plus respectueux de l'environnement que ce souhait est incomptabilisable avec l'organisation économique actuelle, parce qu'elle donne à la finance tous les pouvoirs de décision ? Les écologistes devraient être les plus sensibles à nos analyses et propositions, mais elles demandent quelque effort de réflexion...**

**Heureusement, nous ne sommes plus seuls à essayer de faire réfléchir en ce sens : nous avons eu la bonne surprise de découvrir qu'en dehors du site de La Grande Relève, quelqu'un, que pourtant nous ne connaissons pas, a entrepris de présenter l'économie distributive aux internautes sur le site <http://realiste.info>. Voici le texte de sa présentation :**

## Le bon sens en action

par Matt Lechien

Concernant l'environnement, il paraît que la situation est grave. Pour tenter d'y remédier, on pourra toujours organiser autant de grands raouts écologiques que l'on veut, rien ne sera réglé tant que la finance ne sera pas mise au pas. Se donner bonne conscience en criant stoïquement aux loups dans l'espoir de noyer le poisson est le genre d'attitude irresponsable que je laisse volontiers aux ronds de cuir réactionnaires qui empêchent toute véritable réflexion. En réalité, nous avons affaire à un problème de fond. Maintenant que les dégâts sont avérés, rien ne sert de les ressasser en boucle. Il vaut mieux faire travailler un peu ses méninges pour trouver un remède. Pour employer une métaphore médi-

cale, je dirais qu'actuellement on cherche à circonscrire la maladie qui ronge le monde en s'attaquant aux symptômes plutôt qu'à la cause. Cette méthode typiquement occidentale ne fait que prolonger l'agonie. Il n'est pas non plus au programme de se laisser embobiner par le premier Grenelle venu.

Aujourd'hui, plus que jamais, j'ai envie de partager ma vision de l'éco-gestion distributive. C'est un concept simple, qui respecte à la fois la planète et tous ses habitants. Il ne s'agit aucunement de politique partisane, il est tout simplement question de bon sens. Et il faut avouer que c'est une valeur qui fait gravement défaut à notre époque.

## LA VIE OU LA BOURSE ?

L'économique a pris le pas sur le politique. Je ne vais pas vous endormir plus longtemps à décrire le problème, nous le connaissons tous. À moins de vivre cloîtré dans une bulle de bonheur artificiel, il n'y a vraiment pas de quoi trouver le système reluisant. Inégalités, injustices, violences, pillages et destructions sont le lot quotidien des citoyens de ce monde. Nous voici retournés à l'époque féodale. Les "grands" de ce monde auraient-ils inventé une machine à remonter le temps sans rien nous dire ? ... Alors serrez bien vos ceintures, car l'âge des cavernes c'est la prochaine étape. Mais n'ayez crainte, il n'y a pas de fatalité car il existe toujours un grain de sable pour bloquer les rouages.

### LA CAUSE, TOUJOURS !

Tout ce que nous possédons aujourd'hui, nous le devons aux générations précédentes, en particulier tout ce qui touche à la connaissance. C'est pourquoi il est impératif de partager. Depuis l'ère industrielle, nous sommes entraînés dans une productivité sans cesse accrue due, notamment, aux progrès de la mécanisation et de la robotique. La durée et la pénibilité du travail se réduisent sans cesse... Là où le bât blesse gravement, c'est que ce qui devrait être une forme de progrès à la base est distribué de façon complètement inégalitaire, ce qui le transforme en totale régression. Il est tout aussi utopique d'aller demander à une multinationale de renoncer à ses profits que de demander à un enfant d'arrêter les bonbons. C'est bien connu, les milliardaires s'accrochent tous à leur fortune tels des berniques sur leur rocher et tout ce qui la fait grossir encore plus est bon à prendre. Il faut bien le dire, à part celle du sang et de la sueur, l'argent n'a pas d'odeur. Schématiquement, voilà pour la seule et unique cause du problème. À partir de là, vous pouvez ranger votre petit livre rouge, il n'est pas question de faire une resucée de la lutte des classes, ni de couper des têtes. Il s'agit simplement de faire évoluer les règles du jeu afin que chacune et chacun puisse vivre en harmonie aussi bien avec ses semblables qu'avec son environnement.

### COMMENT ÇA MARCHE ?

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que l'on aura toujours besoin de nombreux corps de métier qui sont indispensables au bon fonctionnement de la société : médecin, chercheur, pompier, agriculteur bio... sont autant de professions qui participent à la qualité de vie collective. À partir de là, étant entendu qu'il y a une charge de travail à fournir pour le bien être de la communauté, ce n'est que justice que de la répartir équitablement, et s'il y en a qui veulent travailler plus, ça ne sera pas pour gagner plus, mais par simple plaisir.

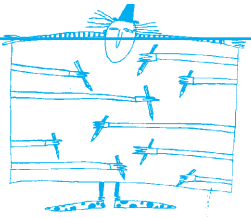
Maintenant, quel que soit le continent, il faut bien que tout le monde puisse vivre convenablement. C'est là où ça devient intéressant... Tous les services publics, tels que la santé ou l'éducation deviennent 100 % gratuits pour toute la population, sans exception. Il est tout à fait scandaleux

que quelqu'un ne puisse pas se soigner convenablement par manque de moyens. De même qu'il est inadmissible que l'accès à la culture et à la connaissance soit aux mains de la finance. C'est une mesure simple, très facile à appliquer. Ensuite, un premier organisme indépendant est chargé de répartir les tâches communes, et un second est chargé d'estimer les ressources globales de la planète. On équipe alors tout le monde de carte à puce éco-gestionnaires, qui sont créditées chaque mois. Les prix sont fixés\* au jour le jour en fonction de la disponibilité des produits et de leur empreinte écologique. Avouez que c'est quand même bien plus logique que de se laisser gouverner par d'obscurs algorithmes boursiers !

Là où le concept prend toute son ampleur, c'est qu'une fois qu'un achat de bien ou de service est effectué, le montant correspondant est automatiquement annulé. Il n'y a donc plus de circulation de monnaie. Il coule de source que tout ce qui touche de près ou de loin au crédit et aux intérêts est purement et simplement inexistant, le but étant d'éviter toute forme de spéculation et d'enrichissement éhonté. L'organisme financier perd sa vocation de marchand pour devenir un véritable service public. Le résultat final de l'opération est fort simple: au lieu de perdre sa vie à essayer de la gagner, tout le monde progresse dignement en toute sérénité.

Pour celles et ceux qui ont du mal à comprendre, je vais prendre un exemple concret. Imaginez un peu le cas d'un plombier polonais. Pourquoi "plombier" et "polonais" ? Tout simplement parce qu'un plombier c'est bien utile et que les Polonais font peur aux esprits étriqués lorsqu'ils exercent cette profession. Cette piètre boutade me vaudra peut-être un jour de séjourner soit dans un goulag soit dans une prison Bouygues si la société continue de se radicaliser. Après cette petite touche d'humour qui n'aura pas manqué de vous arracher une mimique simiesque, revenons à notre brillant exemple. Notre brave plombier exerce en circuit court, il n'aura donc pas besoin de venir de Varsovie pour déboucher vos toilettes sèches car il est installé dans votre quartier. Il doit rendre service à la collectivité 15 heures par semaine. Et sa carte est créditée de 2.500 éco-points par mois, qu'il peut dépenser comme bon lui semble en fonction de l'offre réelle du marché. Si jamais il y a moins de travail tant mieux, ça ne change rien pour lui, il aura plus de temps pour s'adonner à ses loisirs. En revanche, s'il y en a plus et que c'est récurrent, il faudra faire appel à un électricien qui n'a pas son quota d'heures... Et c'est pareil pour tout le monde. Pouvez-vous m'expliquer pourquoi un médecin devrait manger plus et mieux qu'un plombier, fusse-t-il polonais ? Pourquoi un député devrait-il être mieux logé qu'un électricien, fusse-t-il mandarin ? Pourquoi un sportif qui galope derrière la baballe et une bimbo médiatisée qui rassemblent péniblement à eux deux le QI d'un lombric devraient toucher plus que ce qu'un chercheur

\* NDLR  
Les modalités de la fixation des prix demandent un développement qui n'a, évidemment, pas sa place ici.



ne gagnera jamais en une seule vie ? Personnellement, je ne trouve pas de réponse cohérente à ces épineuses questions. Quoi qu'il en soit, au fur et à mesure que les éco-points seront dépensés ils seront effacés de la carte. Et à la fin du mois, on remet les compteurs à zéro pour toujours coller au plus près de l'offre et de la demande réelles. Ce qui, au final, permet d'obtenir de façon égalitaire une très bonne gestion des ressources planétaires, puisque les prix sont bien sûr fixés d'une manière complètement cohérente. De plus, l'introduction de l'équité dans les échanges permettra à court terme de diminuer les ressentiments de frustration, de jalousie et de sensation d'inutilité. La perfection n'étant pas de ce monde, il n'est pas question de fantasmer sur un quelconque paradis. Le but est simplement d'arriver à vivre ensemble en toute intelligence. Ce qui est déjà un bon point de départ pour cheminer vers une véritable évolution durable.

#### FAIRE PROGRESSER LE SYSTÈME

Pour que ce concept puisse évoluer, il ne faut pas avoir peur de dégraisser le mammouth. Pour ce faire, l'autonomie à un rôle primordial à jouer. Car plus on en possède, moins on a recours aux autres. Ceux-ci ayant mieux à faire que nous assister, moyennant finance. Un système éducatif universel, d'excellente qualité, est mis en place ; il permet de faire augmenter le nombre de chercheurs de façon exponentielle. Ce qui débouche inéluctablement sur de nouveaux procédés pour soulager les tâches communes. Bien sûr, cela favorise aussi les progrès médicaux et l'avancée de la science en général. Parallèlement à cela, une norme draconienne exige que toutes les manufactures produisent des produits très solides, réparables et recyclables. Ce qui permet de bien gérer les ressources et de recourir à moins de main d'œuvre. Avec ces trois axes de développement, l'humanité est enfin sur la voie du progrès. À condition toutefois d'avoir la sagesse de recourir à un véritable système démocratique.

#### L'UTOPIE ?

Dire que l'éco-gestion distributive est utopique, d'accord, mais elle l'est tout autant que peut-l'être la fin du capitalisme sauvage. Il faut bien regarder les choses en face. Le système actuel est voué à l'échec, alors autant songer au plus tôt à comment le remplacer. La nostalgie des trente glorieuses est en train de s'estomper. Tout le monde commence à se rendre compte que nous ne reviendrons jamais à cette époque où l'ensemble de la population occidentale était sensée être heureuse et épanouie grâce à la société de consommation et au plein emploi dans les usines. Depuis, la robotique et la main d'œuvre bon marché de ce que l'on appelle pudiquement les pays du sud prennent de plus en plus le relais du bon Français avec son béret et sa baguette sous le bras. Ce qui aggrave d'autant plus l'amenuisement des ressources, du fait du gain de production ... irraisonnée et du transport. L'illogisme complet du *toujours plus !* conduit forcément et très vite au *plus rien du tout !* C'est pourquoi il est plus que temps de redresser la barre pour aboutir à un mode de consommation basée sur le durable et le renouvelable.

Celles et ceux qui pensent que ce concept est calqué sur la décroissance se trompent lourdement dans la mesure où il

est question par la même occasion d'augmenter la qualité de vie ... Il faut aussi se méfier des fausses alternatives. Pour avoir joué le jeu à fond pendant plus de trois ans, je suis bien placé pour affirmer que le prix libre, malgré d'indéniables qualités, est une aberration. Au bout du compte, celle ou celui qui propose finit toujours par se faire avoir. En réalité, c'est un jeu de dupes qui ne fait qu'accentuer les inégalités. Qu'on le veuille ou non, les choses ont un prix et c'est la nature qui le fixe. C'est en l'estimant au plus juste en fonction de plusieurs critères logiques que l'on arrive à une véritable gestion respectueuse des personnes et de l'environnement.

Si jamais chez Réaliste nous avons eu l'idée tordue de distribuer nos éoliennes à prix libre, on n'aurait même pas eu le temps de démarrer que l'aventure se serait déjà arrêtée. De même que si nous faisons appel au bénévolat plutôt que de rétribuer comme il se doit les artisans qui nous épaulent, cela ferait bien du monde dans la galère et presque pas de moyens pour avancer. C'est toujours dans l'action que la philosophie s'exprime le mieux. Car c'est par l'expérience vécue que l'on peut faire le tri entre ce qui est utopique et ce qui peut être appliqué. La tendance actuelle est lourde, il y a beaucoup de monde pour disserter sur tout et rien. Beaucoup de monde aussi pour prendre de bonnes résolutions. Mais dès qu'il est question d'agir, il n'y a presque plus personne à l'appel. Voilà la réalité, la critique est facile et l'art est difficile.

Il est certes évident que vous n'entendrez jamais parler d'éco-gestion distributive dans les médias marchands, car c'est aux antipodes du message qu'ils sont grassement payés pour passer en boucle : *Tais-toi et consume !* Le quidam n'a donc que très peu de chances que cette alternative vienne lui taquiner les neurones. C'est un fait, mais ce n'est pas une raison pour baisser les bras. Chaque être humain est en lui-même un média et rien, sinon l'inaction, n'empêche le triomphe de la logique. Rien ni personne ne vous empêche de faire avancer les choses en faisant circuler l'information. Malgré les performances sans cesse grandissantes des moyens de communication modernes, qui ne font en définitive que toujours plus nous isoler les uns des autres, le bouche à oreille reste extrêmement performant.

Du réalisme clairvoyant et audacieux en action, il n'y a rien de tel pour sortir du borbier ! En attendant, il ne me reste plus qu'à vous souhaiter bonne chance dans le système actuel si parfait que même les centrales nucléaires et les avions à réaction sont, paraît-il, devenus écologiques !... Sans parler de la fameuse sacro-sainte croissance qu'il faut aller chercher à bout de bras au prix de grands sacrifices. Jusqu'à quand cette farce grotesque et cruelle va-t-elle encore durer ? Sans doute jusqu'à ce que les dindons soient plumés jusqu'au trognon. Comprenne qui pourra ! Réflexion et action ou bien démission, telle est la question. Vous pouvez maintenant reprendre une activité dite « normale » et faire comme si de rien n'était. Vous avez également la possibilité de vous servir de cet article et du journal pour affiner le concept et faire des propositions concrètes afin d'aider à la mise en place. J'aurai l'occasion d'approfondir le sujet un peu plus tard quand tout cela aura bien mûri dans quelques esprits débordants, ce qui m'évitera un douloureux claquage de l'hémisphère droit.

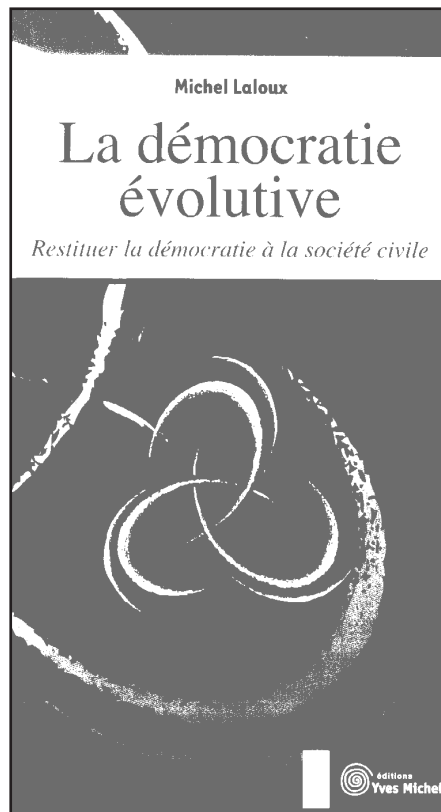
Autre preuve que nous ne sommes plus seuls à réfléchir aux bases économiques sur lesquelles peut être fondée la société pour être enfin démocratique, le livre d'un professeur d'économie à Lausanne, diplômé de l'Institut Supérieur de Commerce de Paris :

# Pour une véritable démocratie

Ce livre de Michel Laloux<sup>1</sup> est sous-titré "Restituer la démocratie à la société civile". Son auteur laisse à un personnage imaginaire, une jeune Polonaise qu'il prénomme Napoléona, le soin d'exprimer sa pensée en répondant aux questions du lecteur, qui sont posées par un certain Yoann. Cette présentation dérouterait sans doute ceux que la pensée dominante conditionne savamment, jour après jour, s'il s'en trouvait un pour lire ce livre ! Mais pas ceux qui ont eu "les yeux ouverts" par Jacques Duboin, car Napoléona leur rappellera fort son mémorable "Kou, l'ahuri".

Napoléona situe le mal de notre société dans l'État unitaire, c'est-à-dire celui dans lequel les trois "pouvoirs", le législatif, l'exécutif et le judiciaire, et l'administration qui en découle, sont organisés autour d'un pouvoir politique central. Michel Laloux, en adepte de Rudolf Steiner, entend lui substituer un État organisé selon la tri-articulation de l'organisme social, qui amène ce philosophe à distinguer en toute chose ce qui est de nature juridique, culturelle ou économique, chacun de ces trois domaines ayant une dynamique propre. Telle est la clé qui ouvre sa démocratie évolutive, car il faut enfin admettre que les professionnels de la politique ne peuvent pas avoir les compétences nécessaires pour décider dans tous les domaines.

Et une telle clé permet apparemment d'aborder les sujets les plus tabous. À commencer, et nous sommes, ô combien, d'accord, par la croissance du capital... dont notre auteur observe au passage



que c'est bien la seule chose à laquelle on confère le pouvoir de croître éternellement, sans limite ! Il en profite pour retracer, brièvement mais magistralement et simplement, l'évolution de la monnaie et ses dérives, jusqu'à en conclure sur la nécessité d'une monnaie de consommation. Il voit une telle monnaie fonctionnant en parallèle avec une monnaie d'investissement, et pour distinguer les deux, il aboutit à la nécessité d'une double comptabilité. Les choses deviennent de ce fait un peu compliquées, mais l'essentiel est bien qu'il s'agit, pour lui comme pour nous, d'éviter les dérives de la spéculation monétaire.

Ayant le courage d'aborder cette question, Michel Laloux reproche à l'association Attac de

se contenter de reprendre l'idée de la taxe Tobin pour réduire la spéculation sur les taux de change, sans oser aller jusqu'à s'attaquer aux causes. Lui, il va donc plus au fond des choses, et outre qu'il montre les avantages et la nécessité d'une monnaie de consommation, il défend une démocratie dans laquelle la question de l'utilité d'une entreprise serait enfin posée et où elle serait même démocratiquement examinée par la société civile : il envisage, en effet, d'associer des organisations de consommateurs et de producteurs à la création de la monnaie de financement.

Bref, voici quelqu'un avec qui il devrait être possible de parler de contrat civique.

Peut-être même de revenu perçu pour être et non pour avoir et capitaliser ?

M-L D.

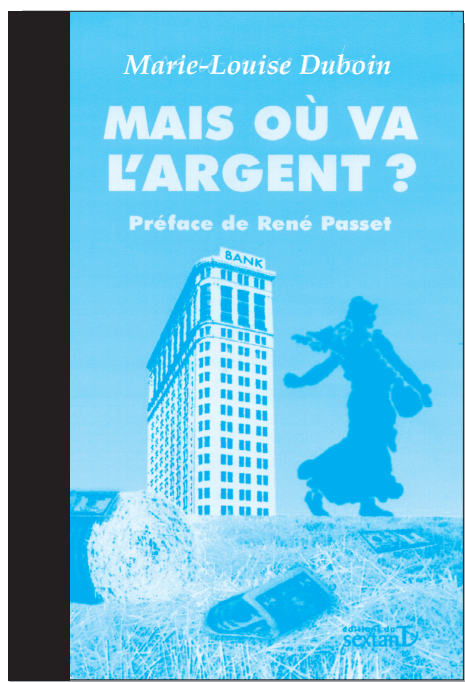
1. édition  
Yves Michel  
collection  
société civile

## ATTENTION, LA POSTE SE "MODERNISE" ...

Beaucoup de courrier nous est encore envoyé à l'adresse d'une boîte postale, alors que la Poste les a supprimées au Vésinet. Rappelons donc à nos lecteurs, pour que leurs messages ne soient pas perdus, qu'il faut désormais adresser le courrier du journal à l'adresse suivante :

88 BOULEVARD CARNOT 78110 LE VÉSINET.

## Pour qui pousse le blé ?



Ce sont les investissements financiers, dans telle entreprise, tel secteur ou tel domaine d'activité plutôt que dans un autre, qui déterminent l'orientation de l'économie. Or ces choix sont faits, actuellement, par ceux qui "placent" les capitaux. Et ils en décident sur des critères de rentabilité, exclusivement.

Il est temps que s'ouvre enfin un débat pour décider qui doit exercer ces choix essentiels pour l'avenir de la société humaine, et sur quels critères : ce pouvoir doit-il rester hors des responsabilités politiques ou bien doit-il être démocratiquement partagé ?

Et si la voie démocratique doit être préférée à la main invisible du marché, comment organiser ce partage ?

Nous invitons nos lecteurs à débattre dans nos colonnes autour du contenu du livre de M-L Duboin, intitulé "Mais où va l'argent ?" dans lequel, après avoir décrit le rôle aujourd'hui dévolu au pouvoir financier, elle fait trois propositions.

Voici deux présentations de ce livre par la presse :

Il est possible de commander ce livre au journal, il sera envoyé contre 14,90 euros, frais de port compris, à verser à l'ordre de

La Grande Relève,  
CCP 13 402 39 M Paris.



À l'heure où l'on voudrait nous faire prendre les krachs boursiers - pardon, les ajustements structurels des marchés - pour des phénomènes quasi naturels, certains économistes constatent que « *c'est l'organisation même de la finance moderne qui cause les bulles successives* » et les krachs boursiers qui s'en suivent nécessairement (« Le capitalisme, de bulle en bulle », entretien avec Michel Aglietta in *Le Monde*, 01/09/2007). Préfacé par René Passet, le livre de Marie-Louise Duboin vient donc à son heure et pose des questions peu soulevées sur l'origine de l'argent, son rôle, sa création, l'attribution du crédit, etc. En huit chapitres clairs et didactiques, il ne se contente pas d'éclairer celles-ci, mais propose une « *utopie à la mesure des urgences* » : la démocratie dans l'économie.

-----  
*Gavroche est une revue trimestrielle d'histoire populaire.*

BP 863 27008 Évreux

tel 02 32 39 50 50

[www.gavroche.info](http://www.gavroche.info)

Diffusion en librairie : 21 ter rue Voltaire 75011 Paris.

# Les Affiches - Moniteur d'Alsace-Lorraine

N° 67/68, 21/24 août 2007.

## LA DÉBACLE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Marie-Louise Duboin dirige la revue *La Grande Relève* fondée en 1935, et signe aux éditions du Sextant un livre essentiel à la compréhension de notre monde.

D'abord comment des représentants du peuple, mandatés par leurs électeurs pour agir dans l'intérêt général ont-ils pu accorder à des institutions privées le privilège régalien de battre monnaie ? « *L'impôt sur le revenu en France est aujourd'hui entièrement versé au privé, au titre de « service de la dette » : les contribuables-électeurs sont-ils d'accord pour que cette dépense corresponde à une ligne de budget plus importante que celle consacrée à réduire la fracture sociale ?* » Ce transfert du pouvoir économique aux instituts de crédit et aux marchés financiers du « *soin de décider de toute l'économie du monde* » se solde par la débâcle de l'intérêt général au profit d'intérêts privés. Ainsi « *c'est grâce au crédit bancaire que quelques milliers de financiers dans le monde ont le pouvoir de dicter ce qu'elles doivent faire à des entreprises alors qu'ils n'ont pas la moindre compétence dans le domaine d'activité de ces sociétés et pas l'ombre d'une responsabilité sociale* ». Les institutions de crédit « *qui ne produisent rien de tangible* » ont le contrôle des destinées des nations. L'État décide de faveurs fiscales en faveur des plus aisés ou de vendre les « bijoux de famille » ? « *On peut s'étonner que la question du droit de disposer du patrimoine commun ne soit pas posée. Les infrastructures telles que les lignes téléphoniques ou de transport du courant, autoroutes, voies ferrées et canalisations ont été payées par leurs usagers, elles sont la propriété de l'ensemble de la nation* ». Le désastre est consommé.

Michel LOETSCHER.

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE LA GRANDE RELÈVE À PARTIR DU N° .....

VOICI MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM  
IMMEUBLE  
N° ET VOIE

CODE POSTAL ET COMMUNE

.....
.....
.....
.....
.....

Je commande les ouvrages suivants : .....

.....

J'envoie pour cela la somme de ..... euros

par chèque .....

date

signature

### TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France (régime intérieur pour la Poste) . . . . .23 euros.  
(abonnement de soutien : 14 euros par exemplaire en plus).  
DOM . . . . .25,45 euros.  
TOM . . . . .29 euros.  
Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :  
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux) . . . . .27,80 euros.  
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse) . . .27,15 euros.  
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . .28 euros.  
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P- M-Orient) .27,50 euros.  
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . .29,90 euros.

### RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**  
**88 Bd Carnot 78110 Le Vésinet France**  
par chèque bancaire,  
ou par CCP : N° de compte 1340239M020  
références internationales depuis octobre 2007:  
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016  
BIC : PSSTFRPPPAR



*En mettant fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place... mais qui ne travaille pas pour lui, l'économie distributive transforme le progrès technique en progrès social :*

**EN RÉSUMÉ :**

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles.

Ce "revenu social" est versé en "monnaie de consommation" pour permettre au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine.

Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (entretien, extension et perfectionnements de l'équipement) revêt la forme d'un "service social", service civil accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les complète de **droits économiques** sans lesquels ils n'ont pas de sens, car, comme disait Jacques Duboin, «*pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre*» !

**SUGGESTIONS DE LECTURES**

• **JACQUES DUBOIN**

Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

• **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**

Un roman de Marie-Louise Duboin, qui explique, à l'aide d'exemples, les mécanismes de l'économie proposée et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société (16,70 euros).

• **ET SI ON CHANGEAIT ?**

La bande dessinée par J.Vignes-Elie (3,80 euros).

• **MAIS OÙ VA L'ARGENT ?**

L'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (240 pages, 14,90 euros).

• D'anciens numéros (1 euro), contenant des dossiers toujours actuels, par exemple :

N°984 **MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?**

N°989 **RETRAITES : L'INTOX**

N°992 **L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE.**

*On peut les commander au journal*

(les prix indiqués sont franco de port).

*\* Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Ce sont :*

• **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**

texte d'une conférence d'André Prime.

• **KOU, L'AHURI ou LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE**

de Jacques Duboin un livre plein d'humour, écrit en 1934, mais resté tellement d'actualité qu'il a été mis en scène (au théâtre belge, par Christine Delmotte) soixante deux ans plus tard !

**La Grande Relève**

*Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN*

*Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN*

*Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.*

*Les manuscrits sont choisis par le comité*

*de lecture et ne sont pas retournés.*

*Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER*

*Impression : ARTIS.*

**Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet**

**Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04**

**Adresse électronique : [grande.releve.net@wanadoo.fr](mailto:grande.releve.net@wanadoo.fr)**

**Site internet : <http://economiedistributive.free.fr>**



*(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)*